

# Réduire l'illettrisme doit être "une priorité"

**France** En pleine rentrée scolaire, un état des lieux "préoccupant".

**Bernard Delattre**  
Correspondant permanent  
à Paris

Ce sont des chiffres qui font mal mais qui tombent bien, alors que 12 millions d'élèves ont, mardi, repris le chemin de l'école. En France, pays qui consacre chaque année à l'Education le plus gros poste de son budget (avec celui affecté au remboursement des intérêts de la dette), l'on compte 7% de la population en situation d'illettrisme. Soit 2,5 millions d'individus de 18 à 65 ans, qui ont été scolarisés dans l'Hexagone, mais qui, pour autant, sont incapables à gérer des écrits ou calculs relatifs à des situations quotidiennes.

## "Un objectif volontariste"

Ce sont les experts rattachés au Premier ministre (au sein de "France Stratégie": l'ex-Commissariat général du Plan) qui ont choisi le cadre de la rentrée scolaire pour rappeler que "les adultes français ont un niveau moyen de compétences élémentaires parmi les plus faibles des pays de l'OCDE". Quelque "22% des 16-65 ans ont un faible niveau

de compétence dans le domaine de l'écrit, et 28% dans le domaine des chiffres".

Ce constat "préoccupant" n'est pas neuf. Mais il a beau être connu et répété, la situation, année après année, tarde à s'améliorer. Ainsi, en dix ans, ce taux d'illettrisme n'a été réduit que de 9% à 7%.

Contrairement à ce que l'on pourrait penser – dans un pays qui adore critiquer les performances de son système éducatif –, ce ne sont pas les jeunes mais les adultes qui sont les premiers concernés. "Une personne en situation d'illettrisme sur deux a plus de 45 ans", et l'on compte près de trois fois plus de 55-65 ans maîtrisant peu l'écrit que de 25-34 ans dans ce cas. Il n'en reste pas moins que 31 000 jeunes sont identifiés chaque année comme étant en situation d'illettrisme. Un ado de 17 ans sur dix (9,6%) ne maîtrise pas la lecture. Et l'on sait que, chaque année, 140 000 élèves sortent du système scolaire sans qualification: baccalauréat ou titre professionnel.

"France Stratégie" voit comme "une priorité" la fixation d'un objectif "volontariste": diviser par deux le nombre d'illettrés, dans les dix ans. Cela impliquerait notamment de former chaque année 74 000 adultes, de plus de 45 ans prioritairement. Le coût de cet effort (50 millions l'an) serait compatible avec l'exigence actuelle d'apurement des dé-

ficits publics.

## "Un choix fort"

L'exécutif Valls n'a réagi que de manière subliminale

à cette exhortation émanant de sa propre administration. En mettant en avant, à la faveur de cette rentrée, les mesures qu'il a prises contre le décrochage scolaire. La hausse des effectifs enseignants, pour mieux encadrer les élèves (mais, selon les syndicats, nombre de classes resteront toujours aussi surpeuplées). La "généralisation du droit au retour à la formation initiale" (pour les 16-25 ans sortis du système scolaire sans diplôme ou qualification). Ou la réforme des Zones éducatives prioritaires (ZEP), où l'illettrisme est "deux fois plus élevé" qu'ailleurs.

Des chantiers qui renvoient au grand slogan de campagne du candidat Hollande, en 2012 ("Ma première priorité, c'est la jeunesse"). Mais, selon "France Stratégie" – et c'est là une critique voilée du gouvernement –, si l'on peut effectivement, de la sorte, "se focaliser sur la jeunesse, en considérant que l'investissement est plus utile", on peut aussi considérer que "réduire le risque d'illettrisme pour tous les âges est un choix (politique) fort", les anciennes générations étant "touchées plus fortement que les nouvelles" par ce fléau.